

Anthropologie et Sociétés



La méthode anthropologique et la petite production marchande en Afrique

Jean-Michel Labatut

Volume 13, numéro 3, 1989

Méthodologies et univers de recherche

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015097ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015097ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

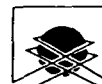
Labatut, J.-M. (1989). La méthode anthropologique et la petite production marchande en Afrique. *Anthropologie et Sociétés*, 13(3), 73-98.
<https://doi.org/10.7202/015097ar>

Résumé de l'article

La méthode anthropologique et la petite production marchande en Afrique
À partir d'une étude du secteur économique informel de Dakar, l'auteur s'interroge sur les difficultés que soulève l'utilisation en milieu urbain de la méthode anthropologique née dans les villages. Il montre l'exigence d'une théorie préalable servant de base à une analyse structurelle indispensable. Il présente, en puisant dans son expérience de terrain, certaines des possibilités offertes par cette méthode ainsi que certains des problèmes qu'elle suscite. Chacun de ces points se construit sur la critique de l'utilisation quasi généralisée du grand questionnaire par les organisations internationales et sur celle des études descriptives qui en résultent. Cette argumentation déborde nécessairement le cadre d'un débat purement méthodologique et l'auteur montre comment les dimensions théoriques, culturelles et politiques participent à plein titre à la construction d'une recherche scientifique portant sur les activités de la petite production marchande urbaine africaine.

LA MÉTHODE ANTHROPOLOGIQUE ET LA PETITE PRODUCTION MARCHANDE EN AFRIQUE

Jean-Michel Labatut



La perception généralement négative de la croissance hypertrophiée de certaines capitales africaines aux dépens du monde rural et des villes secondaires a été quelque peu tempérée dans les deux dernières décennies par l'intérêt porté au secteur informel de l'économie urbaine, perçu par de nombreux chercheurs comme une source potentielle de développement.

Le concept de secteur informel fut introduit par Keith Hart dans une étude portant sur le Ghāna (Hart 1973) : mais c'est le rapport du Bureau international du travail sur le Kenya qui en assura la popularité (BIT 1975). La plupart des études subséquentes s'effectuèrent dans le cadre d'organisations internationales, tels le BIT ou la Banque mondiale. Elles visaient à fournir des informations sur la contribution économique réelle et/ou potentielle du secteur informel et à suggérer les grands axes de promotion de sa fraction la plus dynamique. En termes méthodologiques, ces objectifs se sont traduits, le plus souvent, par un souci d'exhaustivité, de représentativité de l'échantillon et de quantification, afin de respecter la précision et la rigueur de la démarche scientifique.

Le grand questionnaire est la technique de collecte de données privilégiée. Le contenu des questions souligne le choix d'une approche à dominante économique. En Afrique, l'entreprise, l'établissement ou l'activité est l'unité d'observation et les questions portent surtout sur les modes d'organisation et de gestion (Lachaud 1982, Van Dijk 1983). La définition de l'objet de recherche se limite à quelques critères descriptifs et le choix d'une démarche méthodologique semble relever du seul poids de l'évidence.

Tout chercheur doit savoir à quel point le critère d'évidence attaché à un phénomène social peut être trompeur. En ce sens, le filtre à dominante économique risque de le conduire à négliger des éléments agissant sur les activités étudiées et relevant d'autres niveaux — politique, idéologique et culturel. Le chercheur qui se méfie des évidences et reconnaît la nécessité de pénétrer dans le social un peu à la manière d'un explorateur doit choisir une méthode adaptée à la fois à cet objectif et au contexte culturel étudié.

Ces réflexions nous ont conduit à choisir une approche anthropologique pour étudier le secteur économique informel de Dakar. Cette méthode, malgré ses avantages sur le grand questionnaire, soulève des problèmes spécifiques que nous abordons dans ce texte.

L'approche anthropologique

Faire le tour de la vie des hommes, c'est accomplir la première tâche de l'anthropologue de terrain. L'objectif d'une recherche exploratoire faite d'observations et d'entrevues est essentiellement d'énoncer des hypothèses qui deviendront par la suite l'objet d'évaluations systématiques. En choisissant une méthode anthropologique, on donne à la dynamique des rapports personnels une place décisive. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques qui, aux yeux des partisans du grand questionnaire, l'invalident en tant que méthode scientifique. Disons cependant que l'application d'un questionnaire génère aussi une dynamique, considérée souvent à tort comme neutralisée par des principes sous-jacents aux techniques.

Seule la fréquentation prolongée du milieu étudié permet à l'anthropologue de donner un sens à la relation qui s'établit avec les acteurs sociaux. Cette signification ne vient pas directement de la méthode, mais de la sensibilité du chercheur aux phénomènes humains et sociaux observés quotidiennement. De plus, elle évolue au fur et à mesure que l'information lui parvient. À la différence de l'utilisation du questionnaire, qui sépare le temps de collecte des données et celui de l'interprétation, la méthode anthropologique combine les deux étapes, ce qui permet au chercheur d'évaluer en permanence ses conclusions partielles.

Au-delà de la spécificité attachée au discours de chaque acteur social rencontré, il est possible de relever certaines récurrences qui peuvent être considérées comme autant d'indicateurs de représentativité concernant la population étudiée. Bien entendu, cette démarche part non d'un sous-ensemble supposé représentatif d'un ensemble plus large, mais du vécu d'un certain nombre d'individus sélectionnés prenant valeur exemplaire. Il est évident que si la méthode anthropologique oriente vers des études de type qualitatif, le chercheur peut, du fait de ces récurrences, quantifier certaines données recueillies par observation ou entrevue.

Cependant, l'utilisation de méthodes anthropologiques ne manque pas de poser des problèmes. L'un d'eux vient du fait qu'elles sont nées de l'étude du milieu rural ; on est donc en droit de se demander dans quelle mesure elles peuvent être transférées, telles quelles, au milieu urbain. Les anthropologues classiques, en milieu rural, ont attribué certaines caractéristiques à la totalité significative pour leur recherche, le village, considéré comme homogène et fortement autocentré. De ce fait, l'observation y prend d'emblée un caractère globalisant. La méthode et ses techniques d'observation et d'entrevue, fondées sur le contact direct, sont ainsi marquées par l'idée d'un objet d'étude simple et homogène, dont les limites spatiales apparaissent clairement.

Le contexte urbain sénégalais se caractérise plutôt par l'hétérogénéité et la dépendance envers des dynamiques infrastructurales et superstructurales jouant au niveau du système mondial ou à celui de la formation sociale. Ainsi, à Dakar, certaines activités économiques relèvent du secteur moderne de production alors que d'autres présentent des caractéristiques ou des liens manifestes avec des formes traditionnelles. Il n'est donc pas exagéré de qualifier de complexes les activités elles-mêmes et le contexte dans lequel elles s'insèrent.

Ces considérations nous conduisent à poser le statut théorique des questions urbaines dans les pays en voie de développement. L'Afrique urbaine actuelle est essentiellement le fruit de la pénétration occidentale. Le choix des villes à créer ou à développer, effectué suivant les priorités économiques et/ou politiques de la force coloniale, souligne le caractère extraverti des formations sociales africaines. Pourtant, le phénomène urbain renvoie nécessairement aux formations sociales elles-mêmes. En effet, privilégier le rôle des facteurs externes a souvent conduit les chercheurs à sous-estimer, voire à ignorer les facteurs internes économiques, mais aussi politiques et idéologiques, qui président à la dynamique de ces sociétés et, en particulier, de leurs espaces urbains, qui ne sont ni déterminés ni autonomes.

Cette autonomie relative de l'urbain ne se traduit pas immédiatement dans des préceptes méthodologiques précis qui permettraient l'adaptation de l'approche anthropologique, telle que pratiquée dans les villages, à son nouvel objet d'études. Pourtant, elle en souligne la complexité et devrait donc rendre prudents les anthropologues qui prétendent encore pouvoir aborder la réalité urbaine sans *a priori* théorique.

Nécessité d'une théorie

Selon nous, la seule voie susceptible de surmonter la difficulté d'établir des liens entre la totalité et le spécifique est d'introduire comme médiatrice une théorie, au sens fort du terme par sa généralisation et sa globalité. Certes, on pourrait être accusé de joindre le rang des formalistes qui visent, avant tout, à prouver la validité du cadre théorique préétabli. Ce danger existe, mais par son travail concret, le chercheur peut le contourner. Les théories doivent être mises à l'épreuve du réel à la fois pour l'éclairer et pour être modifiées et/ou enrichies.

La conceptualisation de deux secteurs économiques, formel et informel, s'inspire, tout en l'adaptant, de la théorie dualiste de Lewis sur les formations sociales du tiers monde (Lewis 1954). Alors que Lewis situe le dualisme à un niveau structurel (secteurs capitaliste et précapitaliste), la thèse des secteurs informel et formel définit le dualisme comme une simple différence de degrés entre deux secteurs capitalistes. La définition du dualisme sera donc composée d'éléments descriptifs : la taille de l'entreprise, le nombre d'employés, son degré de modernisation, son type d'organisation...

Ces conceptions dualistes ne tiennent pas compte, selon nous, des réalités complexes des structures sociales des formations africaines. L'hétérogénéité structurelle de ces dernières se caractérise non par un dualisme à la Lewis, mais bien par une articulation de modes de production dont la nature et la forme doivent être expliquées par l'étude historique de la pénétration capitaliste et des réactions des modes précapitalistes. Cette analyse déborde le cadre de cet article : cependant, l'étude de la place et du rôle des activités de la petite production marchande dakaroise en fonction de leurs liens avec les divers modes articulés dans la formation sociale sénégalaise nous a amené à conclure à l'hétérogénéité structurelle de ces activités. Elles ne sont ni capitalistes ni précapitalistes mais intègrent des éléments économiques, politiques et idéologiques relevant de

chacun des modes de production de la formation sociale avec lesquels elles s'articulent.

Dans l'articulation des modes de production de la formation sociale sénégalaise, c'est la dimension politique qui domine, c'est-à-dire qu'elle représente l'instance décisive à partir de laquelle s'effectue la reproduction de la totalité, soulignant du même coup le manque d'intégration d'une économie faite d'articulations. Une des preuves de cette dominance est que l'accès à l'économie s'effectue par les alliances politiques; le mécanisme privilégié en est le clientélisme, exercé par les autorités politiques modernes ou traditionnelles. Cette dominance du politique dans l'articulation de modes de production devrait déterminer les dimensions à partir desquelles construire les objets d'étude dans une formation sociale africaine particulière.

Construction de l'objet d'étude

Étudier le secteur informel, c'est dans un premier temps le construire en tant qu'objet et adopter une définition qui, tout en ne pouvant être que descriptive, est cependant liée à la théorie qui caractérise le mieux la totalité. C'est en ce sens que nous avons défini les activités informelles dans leur rapport à l'instance politique du mode dominant, c'est-à-dire par leur caractère irrégulier.

À la différence des chercheurs fonctionnalistes qui s'en tiennent à une définition descriptive des activités étudiées, nous avons choisi une définition pratique pour la recherche, mais provisoire dans la mesure où l'objectif de notre étude est de situer les activités retenues dans la structure globale de la formation sociale sénégalaise.

L'analyse structurelle du secteur informel consistera donc à étudier de quelles manières ces activités s'articulent, aux niveaux économique, politique et idéologique, aux divers modes de production de la formation sociale. Chacun de ces modes se caractérise par des classes spécifiques et des catégories de différenciation toujours actives ou qui ont été réactivées par la nouvelle situation structurelle, à savoir les castes et les ethnies.

Dans un second temps, il nous faut trouver une unité d'analyse qui satisfasse nos critères de faisabilité et qui trouve néanmoins une justification par rapport à la dominance du politique. Dans le cas de Dakar, cette unité ne peut être perçue comme l'équivalent du village dans la recherche anthropologique traditionnelle, et ne peut être construite à partir de critères d'homogénéité et d'autocentrisme.

L'unité choisie fut le quartier. Ce dernier tente de concilier la tradition africaine et la nouvelle administration, notamment par l'institution du chef de quartier (nommé par le Gouvernement) et de ses notables, qui représentent les intérêts des populations vivant dans le territoire qu'ils administrent. Le quartier se caractérise par son extraversion, ses liens avec les unités supérieures : l'urbain, la formation sociale dans son ensemble et le système mondial. De plus, il garde l'hétérogénéité ethnique et quelquefois politique qui caractérise en général les milieux urbains.

Pour arriver à l'unité d'analyse, le quartier, les éléments théoriques jouent donc un rôle décisif. En resituant les activités étudiées et les individus qui les exercent au sein des quartiers, nous pourrions les replacer dans un contexte social qui nous permettra de dépasser le type de recherche économiste.

Le problème immédiat de notre étude (et de celles qui suivent la même démarche) était le choix du ou des quartiers où nous analyserions les activités économiques irrégulières. L'hétérogénéité des milieux urbains se reflète en particulier dans la diversité des quartiers. Compte tenu de nos limites matérielles, nous avons décidé d'en choisir deux, contrastant suffisamment pour que leur étude soit fructueuse : l'un proche du centre-ville et de la médina dakaroise, lieu d'activités économiques intenses, et l'autre en bordure de la ville qui, bien que profondément intégré à la capitale, pourrait conserver certains traits caractéristiques du monde rural.

La nature des quartiers est un autre critère de différenciation. En faisant exception du centre-ville et des quartiers résidentiels dont l'aspect s'apparente à celui d'une ville européenne, les quartiers populaires se présentent sous deux formes distinctes, le bidonville et le quartier que nous nommerons mixte, formé d'un amalgame de baraques en bois ou en tôle et de maisons en « dur ». Ce contraste ne se limite pas à la simple apparence physique : si les maisons en dur relèvent la plupart du temps du régime de la propriété foncière légale, les bidonvilles et les baraques dénotent quant à eux une occupation illégale du terrain. Lorsqu'on sait à quel point la propriété foncière est importante en matière économique en Afrique, cet élément de diversité paraît essentiel dans le choix du quartier.

Lors de notre prospection, nous nous sommes vite aperçu qu'il était difficile d'organiser des recherches dans plusieurs quartiers dakarois du fait de l'hostilité et de la méfiance de leurs habitants. Si dans la plupart des cas celle-ci est compréhensible, en particulier dans les quartiers dont l'existence même est menacée par les autorités sénégalaises, l'hostilité envers les chercheurs peut surprendre de la part d'une population réputée pour son hospitalité. En fait il n'est pas rare, dans plusieurs quartiers de Dakar, qu'ils soient assimilés à des agents de l'État.

Aux yeux des populations victimes de la répression étatique, cette complicité est prouvée, en partie, par les promesses non tenues des chercheurs lors de leurs enquêtes portant sur les aspects irréguliers de leur situation. Certains chercheurs laissaient entendre, par exemple, que le bidonville étudié devrait disparaître pour laisser place à un lotissement construit par l'État, où chaque répondant aurait une place. D'autres présentaient leur recherche comme la première étape d'un programme visant à aider efficacement les petits producteurs du secteur informel... Comment ne pas rendre responsables les chercheurs lorsqu'après avoir répondu à leurs questions ayant pour objectif déclaré la promotion de la petite production marchande, les cordonniers de Dakar n'eurent plus accès à leur matière première en raison de l'octroi, par le Gouvernement, d'un quasi-monopole de l'achat du cuir à la compagnie Bata ?

Nos premières visites ont tôt fait de nous convaincre de l'importance de choisir des quartiers n'ayant pas été sur-étudiés et d'exposer honnêtement et le plus clairement possible le caractère exploratoire de notre recherche.

Le problème du choix des quartiers résolu, il restait celui des activités. Le fait d'avoir défini provisoirement les activités informelles comme irrégulières nous a fourni un premier élément de sélection. En effet, le statut d'irrégularité se mesure par l'absence de tout document prouvant l'enregistrement légal d'un lieu de production ou de vente quelconque, que ce soit un atelier, un magasin ou un champ. Il est bien entendu que nous ne nous intéressons qu'à ce que l'on considère en général comme des sources de revenus informelles légales, à l'exclusion des réseaux criminels ou de prostitution, qui relèvent de l'illégalité mais ne sont pas touchés par les projets de développement du secteur informel.

Le choix concret des activités fut en partie déterminé par celui des quartiers. Notre objectif, en effet, était de ne pas nous limiter à des activités considérées a priori comme dynamiques et qui sont souvent les seules à faire l'objet d'études, en particulier dans les recherches qui visent, dès le départ, la promotion de la partie dynamique du secteur informel. Les ambitions théoriques de notre recherche nous obligeaient à retenir un éventail assez large d'activités de manière à répondre au souci d'exemplarité.

Dans le cas du bidonville choisi, qui est un quartier spontané (QS) construit sur des terres n'ayant pas été mises en valeur par leurs propriétaires, le choix des activités ne posait guère de problème car toutes sont irrégulières, à l'exception de la vente à l'étalage au marché du quartier, qui relève de l'autorité municipale. Nous avons retenu toutes les formes d'artisanat et de commerce, qui, bien que variées, y sont en nombre limité. Notre attention s'est fixée principalement sur une activité en général ignorée par les chercheurs étudiant le secteur informel, le maraîchage, pratiqué par certains habitants du quartier sur des terres avoisinantes. L'intérêt de ce choix était double. D'abord, il s'agit d'une activité relativement moderne qui, de par ses caractéristiques, mettait au premier plan la question foncière, si importante dans les formations sociales africaines. Ensuite, la culture des légumes sur les terres entourant Dakar est destinée en grande partie au marché international, en particulier au marché français qui reçoit d'Afrique des produits de contre-saison. De ce fait, une compagnie française d'import-export est liée à cette production. Ce choix raisonné s'explique ainsi par le potentiel fructueux du cas retenu.

Dans le quartier mixte (QM), le problème du choix des activités fut différent, en raison de leur trop grand nombre. Notre choix raisonné a porté sur une gamme d'activités qui caractérisent bien le quartier et sont toutes liées d'une manière ou d'une autre au travail du métal. Cet éventail d'occupations, allant de la forge à l'atelier des menuisiers métalliques, nous a permis de mesurer l'évolution de la place et du rôle des castes dans une situation urbaine typique. Précisons que de nombreuses ethnies sénégalaises connaissent des systèmes de castes.

Chacune des études consacrées aux quartiers a suivi en gros la même progression. Dans un premier temps, nous nous sommes attaché à reconstituer l'historique des quartiers à partir des archives disponibles et d'entrevues avec des experts et des habitants de longue date. Ensuite, nous avons effectué l'étude

systématique de chaque activité retenue et celle tout aussi détaillée des individus qui l'exerçaient, en tenant compte des facteurs économiques, politiques et idéologiques.

Bien entendu, en raison des différences entre les quartiers, l'accent mis sur telle ou telle partie de l'analyse différera. Par exemple, le fait que les personnes exerçant les activités retenues au QS y vivent également donne un poids spécifique aux rapports sociaux inhérents au quartier lui-même. Par contre, la plupart des petits producteurs marchands du QM habitent d'autres quartiers de la capitale, ce qui entraîne un impact différent de la dynamique économique, politique et idéologique du quartier sur les activités et ceux qui les exercent.

Pour comprendre comment, dans les diverses instances, les facteurs agissent sur les activités étudiées et comment ils influencent le rôle politique potentiel des acteurs intégrés dans des systèmes classistes, ethniques, confrériques et divisés en castes, nous avons choisi des méthodes combinant l'observation et l'entrevue lors de rencontres fréquentes et prolongées avec chaque répondant. Celles-ci étaient le moins directives possible, même si nous avons déterminé une série de thèmes dont l'intérêt résidait moins dans leurs caractéristiques propres que dans leurs rapports.

Ces thèmes touchaient l'infrastructure et la superstructure, de manière à tenir compte de toutes les dimensions structurelles. Bien que non destinés à faire l'objet d'un questionnement formel, ils étaient cependant constamment présents à notre esprit lors des rencontres avec les individus de notre échantillon. Ces rencontres, multiples, se sont déroulées à l'atelier, au magasin ou au champ, ou encore au lieu d'habitation des répondants. Nos discussions tournaient autour des thèmes précités, mais aussi autour de sujets n'ayant aucun rapport avec l'enquête, afin de recevoir des informations inattendues susceptibles d'être intégrées à notre recherche, et aussi de créer un climat d'entente facilitant notre travail. En fait, nous devons nous garder de viser une productivité trop ambitieuse en cherchant à obtenir le plus de données possible dans le laps de temps le plus court. Nous tenions à ce que la dynamique de nos contacts soit la plus naturelle possible.

La plupart du temps, nos rencontres se sont effectuées sur une base individuelle. Cependant, il est bien évident que ce n'est guère possible dans un atelier de forgerons par exemple, où l'intérêt porté à l'un d'eux suscite immédiatement la curiosité des autres artisans. Nous avons essayé de diversifier les lieux de rencontres pour éviter les biais que l'aspect collectif peut introduire : nous pensons en particulier aux conversations des apprentis en présence du maître de l'atelier. Mais il est des cas où les rencontres collectives nous ont paru fructueuses, lorsque par exemple des artisans aidaient l'un des leurs ayant des problèmes de mémoire, ou même corrigeaient certaines de ses réponses. Cela démontre la possibilité de l'ajustement de l'information par les individus eux-mêmes. Reconnaissons cependant que cette formule n'est efficace qu'avec des groupes homogènes, composés uniquement de maîtres ou d'apprentis. L'hétérogénéité tend à amener chaque sous-groupe à s'auto-censurer. Il convient donc de limiter les discussions sur les lieux de travail à l'activité de production proprement dite et de réserver les discussions plus personnelles lors des rencontres individuelles.

Notre intention, au départ, était d'enregistrer les conversations à l'aide d'un magnétophone portable. Nous avons dû abandonner rapidement ce projet à cause du refus de plusieurs répondants et aussi à cause du fait que certains propos introduits naturellement dans la conversation étaient censurés par le répondant en présence du magnétophone. Nous avons donc eu recours, malgré les inconvénients de la méthode, à la prise de notes succinctes pendant les rencontres, complétées aussitôt après.

Le travail de terrain proprement dit

Nous ne prétendons pas dans cette section aborder toutes les facettes de l'utilisation de la méthode anthropologique pour l'étude du secteur informel. Nous ne retiendrons que celles faisant ressortir nettement à la fois les aspects positifs intrinsèques de cette méthode et les difficultés qu'elle ne manque pas de soulever lors de sa mise en pratique.

Les personnes ressources

Si les multiples rencontres préalables à la recherche s'avèrent importantes pour minimiser les possibilités d'erreur d'interprétation, elles le sont tout autant lors des premières étapes de la recherche, notamment avant la prise de contact avec le milieu à étudier.

Par exemple, des rencontres avec des chercheurs et des fonctionnaires du ministère de l'Urbanisme nous ont permis d'apprendre l'existence de deux chefs dans un des quartiers que nous avions sélectionnés. Il était donc nécessaire d'établir le contact avec chacun d'eux. L'année avant notre venue, des chercheurs, ignorant l'existence d'un chef non officiel (mais reconnu et suivi par une partie importante de la population), n'entrèrent en relation qu'avec le chef désigné par les autorités de la ville. De ce fait, ils se sont aliéné une large partie des habitants du quartier, au point de devoir abandonner leur projet. Cette connaissance préalable, à notre sens indispensable, est souvent la clé de l'échec ou du succès de la recherche.

Après les présentations d'usage, les deux chefs du QS ont organisé une réunion publique dans les locaux de l'école du quartier. Nous avons pu ainsi expliquer les raisons de notre présence, notre statut de chercheur indépendant, et « tuer dans l'œuf » pas mal de rumeurs circulant déjà à notre endroit : pour certains, nous avons mission de détruire le quartier et d'en chasser la population, pour d'autres, de construire un lotissement promis par le Gouvernement. Pour éviter les risques d'être identifié à l'une ou l'autre faction, nous avons choisi un interprète n'appartenant à aucun des groupes en conflit. Il était cependant suffisamment connu pour ne pas être soupçonné d'agir pour le compte de l'État.

Dans l'autre quartier, le vieux chef venait de mourir ; c'est donc à son jeune fils que nous avons eu affaire. Il apparut rapidement qu'une fois sa permission accordée de visiter régulièrement le quartier, il fallait trouver quelqu'un d'autre, mieux connu et plus respecté, pour nous introduire auprès des travailleurs du métal. En effet, ces derniers évitent le plus possible les autorités locales. Le

président de leur association remplit ce rôle. Ayant fréquenté l'école occidentale, il comprit rapidement le sens de notre recherche. Il nous présenta à plusieurs personnages clés dans la communauté des petits producteurs marchands unis par des liens ethniques et confrériques, et nous introduisit en particulier auprès des anciens, tous forgerons donc castés, qui conservent une grande autorité.

Il est important de souligner que, si le soutien initial des autorités est indispensable, il reste que notre situation de chercheur indépendant, non intégré dans un projet concret de développement, suscita la méfiance dans un premier temps. Le fait d'avoir traversé des milliers de kilomètres dans le seul but d'étudier la façon de vivre de communautés en difficulté reste, la plupart du temps, incompréhensible. Ce n'est que par la qualité des contacts humains et une certaine fidélité mesurée par la régularité des visites que la confiance s'établira.

La validité de l'information recueillie auprès des personnes ressources retient rarement l'attention des chercheurs. En effet, le type d'informations qu'elles fournissent est la plupart du temps d'ordre général, et ne touche que rarement des aspects très personnels. Il ne s'agit pas, par exemple, d'entrer dans l'intimité de leurs familles. Cependant, la nécessité de consulter des personnes ressources ne manque pas de poser des problèmes. En effet, les personnes consultées sont choisies en fonction de leur familiarité avec les milieux étudiés. Cela signifie qu'elles ont souvent des liens plus ou moins étroits avec ces milieux et il est essentiel d'en déterminer la nature le plus tôt possible.

Si cette nécessité est évidente en ce qui concerne les personnes ressources des quartiers, elle peut aisément échapper au chercheur en ce qui concerne celles extérieures au milieu étudié. Dans notre étude, les acteurs significatifs débordent largement la population des quartiers et en incluent d'autres agissant aux niveaux économique, politique et idéologique. Ce n'est que par une reconstruction minutieuse des liens internes et externes au milieu étudié que l'on peut comprendre le sens réel des renseignements recueillis auprès des personnes ressources.

Dans le QM par exemple, les autorités et la population nous présentaient une vision très négative des activités économiques étudiées ainsi que des individus impliqués. Ces derniers étaient qualifiés de louches : leurs activités et les lieux de travail suscitaient la méfiance et le mystère.

Au contraire, les propriétaires fonciers vivant en dehors du quartier et dont les terres sont occupées illégalement par les petits producteurs affichaient une certaine sympathie à l'égard de ces derniers. Ces deux attitudes ne peuvent s'expliquer que par le projet du Gouvernement, ancien mais toujours à l'ordre du jour, de transformer le quartier en un centre des arts comprenant musées, théâtres, etc. Cela entraînerait inévitablement la disparition de la communauté actuelle. Les autorités du quartier et les habitants pensaient que c'était surtout la présence des travailleurs du métal, leur appartenance de caste et l'aspect insalubre que confèrent leurs activités qui motivaient le projet du Gouvernement. Quant aux propriétaires fonciers, ils redoutaient l'éviction et l'achat de leurs terres à bas prix par l'État, réputé mauvais payeur, alors qu'elles ont une valeur considérable du fait de leur situation près du centre-ville. La résistance des petits producteurs allait donc dans le sens de leurs intérêts.

Dans l'autre quartier étudié, les deux chefs, appartenant à des ethnies rivales, minimisaient chacun l'autorité de l'autre : l'un n'étant pas noble se voyait dépossédé des qualités de leader alors que l'autre, non reconnu par le Gouvernement, voyait son statut remis en question par le fait même. Cet antagonisme avait pour effet de diviser le quartier en deux groupes opposés. L'information recueillie était constamment marquée par les rivalités ethniques traversant le quartier. La population, y compris les petits producteurs marchands, était partie prenante dans ces querelles, parfois violentes.

Les rencontres avec des propriétaires fonciers dont les terres sont occupées illégalement ont mis en évidence leur opposition systématique vis-à-vis de la population du QS. Un certain nombre d'entre eux étaient engagés dans un procès dont l'objectif était la destruction du quartier pour faire place à un lotissement profitant à des intérêts privés.

Ces situations de crise, qui n'ont rien d'exceptionnel dans la capitale sénégalaise, génèrent des informations partiales dont le sens réel ne peut être compris et évalué qu'en fonction d'une connaissance en profondeur du milieu. Cette dernière ne peut venir que d'une présence constante dans les quartiers durant laquelle le chercheur peut déceler les forces qui traversent la vie communautaire et qui ne manquent pas d'avoir des effets à tous les niveaux et en particulier à celui des activités économiques.

L'aide de personnes ressources extérieures au quartier peut être précieuse ; mais il arrive souvent aussi, comme il a été souligné plus haut, qu'elles aient des liens avec les communautés sur lesquelles elles possèdent de l'information. Donnons à titre d'exemple un haut fonctionnaire qui nous fut recommandé en rapport avec le QS.

Dès le début de la rencontre, il prit une position très fortement opposée vis-à-vis du chef autorisé, qu'il qualifiait de malhonnête, faible et irresponsable. Par contre, il se montrait extrêmement favorable à l'endroit du second chef, investi selon lui de toutes les qualités d'un leader responsable. Le sens réel de ce discours ne nous est apparu que lorsque nous avons appris que ce fonctionnaire et le second chef étaient non seulement de la même ethnie, mais aussi du même village.

Nous pourrions citer encore bien des exemples de cet ordre. Pour pallier ce problème, il n'existe pas de recette si ce n'est de mettre toute information reçue à l'épreuve d'une investigation systématique. Selon nous, ces informations prennent tout leur sens lorsque l'on a pu reconstruire patiemment, à partir de son expérience dans les quartiers, les structures de pouvoir entre les forces politiques locales et celles de l'État. Cette configuration politique sera la base sur laquelle s'établiront de manière plus ou moins directe les rapports économiques.

L'accès à l'information auprès des membres de l'échantillon

Si l'information recueillie auprès des personnes ressources est d'ordre général et souvent impersonnel, celle que l'on prétend recueillir auprès des individus appartenant à notre échantillon est, au contraire, très personnelle dans la mesure où, durant l'enquête, on entre dans leur intimité : intimité du lieu de

travail, du milieu social, et surtout de la famille. Le problème crucial est double : obtenir de l'information et s'assurer de sa validité.

Comme dans toute communauté dont l'existence est menacée par l'irrégularité de sa situation, l'obstacle premier auquel le chercheur est confronté est celui du « secret » invoqué à tout propos. La fréquentation quotidienne des quartiers, les relations étroites avec un certain nombre d'informateurs privilégiés, la confiance qui s'est établie au bout de plusieurs mois de contacts réguliers ont eu quelque peu raison de la méfiance bien légitime des populations étudiées. Si quelques « secrets » furent dévoilés, d'autres sont restés entiers.

Nous n'entrerons pas dans une discussion détaillée sur les particularités culturelles qui font qu'en Afrique la curiosité n'est pas considérée nécessairement comme une qualité ou un intérêt légitime devant être satisfait. Constatons cependant que dans les formations sociales au sein desquelles le pouvoir politique au sens large donne accès au pouvoir économique, l'information occupe une place décisive du fait même qu'elle est une des clés du pouvoir. Cela, aussi bien au niveau le plus général de la formation sociale qu'à celui du quartier ou même de l'atelier. Le « secret » est donc une réelle façon de vivre au Sénégal.

Lors des premières rencontres, le code du secret touchait presque tous les aspects de la vie des individus — ce qui permet de douter de la validité des réponses recueillies à la hâte à l'aide d'un questionnaire. Cependant, cette technique peut faire illusion : la stratégie du petit producteur qui accepte de répondre aux questions est plutôt de dire n'importe quoi, de préférence quelque chose qui satisfasse l'enquêteur, de manière à ce que celui-ci s'en aille le plus tôt possible. L'enquêteur peut alors s'étonner auprès du lecteur de l'absence des problèmes attendus.

Cette fausse sécurité provient du fait que l'application d'une technique de collecte de données ponctuelle à partir d'un questionnaire contenant principalement des questions fermées n'apporte pas en elle-même les éléments permettant de vérifier la validité des réponses. La lourdeur du questionnaire est telle que l'espace réservé à des questions de contrôle est des plus réduit. Mais le problème de l'utilisation du questionnaire relève aussi de raisons d'ordre culturel.

Imaginons un instant ce qui peut arriver à un enquêteur qui, pendant une heure ou plus, « mitraille » un enquêté de questions souvent très personnelles et auxquelles ce dernier a parfois des difficultés à donner un sens. Rappelons que l'enquêteur pénètre un secteur de l'économie qui est irrégulier et en butte aux organisations étatiques. Il n'est pas étonnant que l'efficacité de l'entrevue soit pervertie par la méfiance de l'enquêté.

De plus, si l'alternance rapide des questions et des réponses est un mode de communication admis et courant en Occident, il n'en va pas de même en Afrique. L'interrogation directe et systématique d'une personne semble remettre en cause sa position sociale dès que les questions touchent à son individualité, à ses qualités, à son passé. Elles sont ressenties par les interviewés comme irrespectueuses et indiscretes, voire même agressives. Les questions admises sont celles qui ont trait au statut général et aux multiples attributs de la personne. Cette norme culturelle gêne, voire biaise, toute enquête approfondie par questions-réponses.

Dans des sociétés profondément marquées par la tradition orale, le verbe n'est pas seulement un moyen de transmettre l'information, mais aussi une façon d'agir sur le monde. Lorsqu'un mot a été prononcé, il prend un caractère irrévocable et peut avoir des conséquences lourdes. La parole est directement reliée à une forme de pouvoir, pouvoir dans le verbe, mais aussi pouvoir vis-à-vis de ceux qui le reçoivent. Il suffit d'assister à des réunions pour constater le pouvoir de l'oralité. L'échange des arguments ou des points de vue est reçu et évalué par rapport à une globalité contenant ce que les Occidentaux considèrent comme l'information proprement dite, mais aussi par l'art oratoire lui-même dont chaque intervenant a su faire preuve. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des questions qui, selon la logique de la recherche par questionnaire, demandent un oui ou un non comme réponse suscitent chez le répondant de longs commentaires qui soulignent souvent les simplifications abusives qui, à ses yeux, invalident les questions.

Une manière de contrebalancer l'ethnocentrisme des instruments d'analyse — et nous nous empressons de signaler que l'ethnocentrisme n'est pas l'apanage du questionnaire — serait de se mettre, dans un premier temps, à l'écoute de ses interlocuteurs et de recevoir l'oralité qui est offerte comme source privilégiée d'information portant explicitement ou implicitement sur l'infrastructure et la superstructure. N'oublions pas qu'en dernier lieu, ce sera l'interlocuteur qui mettra en œuvre le ou les programmes de promotion du secteur informel, s'ils voient jamais le jour. La perception de sa situation devient de ce fait primordiale, ce que l'approche anthropologique est mieux en mesure de rendre que l'enquête par questionnaire.

L'arrivée d'un « visiteur » à l'opposé d'un « enquêteur » pose un autre type de problème. Dans ce sens, la tactique est plutôt de le décourager le plus rapidement possible car le visiteur n'est généralement pas avare de son temps. Cette méfiance est tout à fait compréhensible, puisque les résultats de la recherche pourraient avoir des effets néfastes pour les individus étudiés, leur famille et leur communauté. La permission accordée par les autorités locales ne suffit donc pas à résoudre le problème d'accès à l'information.

La période de prise de contact avec les membres de l'échantillon est une étape difficile pour le chercheur qui se sent plus qu'à tout autre moment devenir manipulateur. C'est en effet le moment où l'on impose une relation très personnelle à des gens qui n'en éprouvent ni le besoin ni le désir. La tentation peut être grande d'avoir recours à des promesses abusives. Dans notre cas, l'incitation à la participation s'est résumée à la diplomatie, la sincérité et des cadeaux symboliques en accord avec la tradition. Cette phase, lourde en problèmes d'éthique, prend fin dès que les relations, du fait de la dynamique propre aux rapports humains, prennent un caractère plus naturel et se transforment, dans certains cas, en de véritables relations amicales.

Précisons, à ce stade, que la valeur donnée à l'information n'est pas propre aux Africains. Le chercheur lui-même espère tirer des bénéfices de l'information reçue au cours de la recherche, dans le meilleur des cas, une promotion dans sa carrière professionnelle. La différence est que ce mécanisme, dans les formations sociales occidentales, relève de stratégies individuelles, alors qu'elles sont

principalement collectives et généralisées à tous les niveaux de la formation sociale où dominent le politique et le clientélisme. Notons à ce propos le poids de la communauté sur l'attitude individuelle envers les visiteurs en général et les chercheurs en particulier.

L'accès à l'information pose un autre problème de nature différente. Il ne s'agit pas seulement pour le petit producteur de protéger sa sécurité et celle de sa communauté, mais aussi des intérêts économiques. En effet, dans de nombreux cas, un des obstacles majeurs à l'entrée des individus dans les activités de la petite production marchande n'est pas la propriété des moyens de production, qui se réduisent à un outillage minimal que l'artisan fabrique lui-même. L'accès à ces activités dépend plutôt de la connaissance technique et de celle de réseaux plus ou moins clandestins qui contrôlent la matière première vendue au plus bas prix. Cette connaissance est transmise graduellement lors de l'apprentissage, qui peut durer des années. Dans ce cas, il n'y a rien d'étonnant à ce que les informations concernant les activités soient considérées par les répondants désirant coopérer comme objets d'échange ou même monnayables.

Lorsque le chercheur propose un questionnaire, la sollicitation financière est souvent immédiate car les répondants savent que la relation est ponctuelle. L'objectif, dans cet échange, est de retirer le plus d'avantages matériels ou financiers et de ne donner qu'un minimum de renseignements de façon à enfreindre le moins possible le code du secret.

Dans l'étude anthropologique, la persistance du contact et la relation qu'il suppose influencent à la fois la quantité et la qualité des renseignements obtenus ainsi que le rapport d'échange qui s'établit entre le chercheur et les répondants. Ce rapport prend une forme à notre sens moins susceptible d'induire des biais. Par la fréquentation d'un individu et de sa famille, l'échange prend une forme autre que marchande. Il s'agit plutôt de contribuer au repas que l'on partage, prendre l'initiative d'acheter les produits nécessaires aux séances de thé quotidiennes, participer financièrement à la réparation ou à l'achat d'un outil, etc. Ces cadeaux ne fonctionnent pas comme paiement des informations reçues mais entrent naturellement dans le système de réciprocité de la vie collective sénégalaise.

Il ne faudrait cependant pas réduire toutes les difficultés d'obtenir de l'information au code du secret. Il est très difficile, par exemple, d'avoir des renseignements directs et précis concernant les revenus et les transactions financières. S'il est évident que les répondants répugnent à aborder ouvertement ce sujet, il y a aussi le fait que les catégories économiques proposées par le chercheur ne correspondent pas aux leurs. Il est parfois difficile de faire la part du « secret » et de la non-compréhension des questions. Du fait que la plupart des données nous intéressant n'avaient pas fait l'objet d'études systématiques, la fiabilité des renseignements recueillis prit rapidement une grande importance.

Le recoupement systématique d'éléments d'information, bien que nécessaire, a cependant des limites à cause justement du code du secret dont les Sénégalais sont eux-mêmes les premières victimes. En effet, l'information se concentre au sommet des hiérarchies politiques et économiques et ne parvient jamais à la population autrement que sous forme de rumeurs intégrant les dimensions fantastiques liées à l'univers idéologique sénégalais.

Illustrons cela. Le Gouvernement, pris dans ses contradictions, affiche souvent une attitude ambiguë vis-à-vis des quartiers irréguliers et des petits producteurs marchands. Il encourage et réprime à tour de rôle sans qu'il soit possible pour les individus de prévoir la nature de la prochaine action. De ce fait, on l'accuse de tous les problèmes de la communauté (incendies, épidémies, mauvaises récoltes, pertes d'emploi, etc.). Un événement heureux sera perçu soit comme le signe d'un changement favorable de la politique des autorités étatiques, soit comme la marque de la victoire du pouvoir religieux allié du peuple contre les forces magiques mobilisées par l'État. L'information recueillie combine alors des faits tangibles considérés comme les effets de l'action d'agents occultes.

De même, dans le QS divisé selon l'appartenance ethnique, chaque événement est analysé non seulement en termes matériels, mais aussi et surtout en termes de magie. Lorsqu'un seul groupe est concerné, il a tendance à y voir l'interférence magique de l'autre. Dans le QM, les deux forces qui sont rendues responsables de tous les problèmes des petits producteurs sont les habitants réguliers du quartier et le Gouvernement. Cette responsabilité s'étend, comme il a été dit plus haut, aux difficultés les plus banales et les plus personnelles, dans lesquelles la magie tient lieu d'explication.

Si la centralisation de l'information contribue à dynamiser l'idéologie, il en va de même de la persistance relevant de la tradition. À ce titre, le système de castes reste exemplaire. Ce dernier accorde une nature humaine particulière aux individus dont la lignée est associée à un certain type de production. Dans certains cas, comme dans celui des travailleurs du métal, il attribue également des pouvoirs magiques. Les travailleurs du métal qui appartiennent à la caste des *teugs* sont investis de pouvoirs qui suscitent à la fois le respect et la crainte. Leur action est souvent évoquée pour expliquer des phénomènes de nature politique, économique ou sociale dans les quartiers où ils travaillent. Leur concentration dans le QM contribue à la réputation ambiguë du quartier.

Si le chercheur doit recevoir cette information comme représentant une facette importante de la réalité — à savoir la vision des individus concernés qui ne manque pas d'avoir des effets concrets — il se doit aussi d'aller au-delà et d'atteindre l'information concentrée dans les sphères du pouvoir. Pour cela, nous avons eu recours à de nombreuses personnes ressources et à une combinaison d'approches directes et indirectes auprès des répondants de différents niveaux hiérarchiques. Ces précautions, sans éliminer totalement les risques d'erreur, les réduisent considérablement.

La collaboration active des répondants

Quelle que soit la technique de collecte des données, la collaboration des répondants est indispensable. Cependant, dans le cas de la méthode anthropologique, on peut solliciter des formes de collaboration active qu'interdit l'usage du questionnaire et qui s'avèrent indispensables en ce qui concerne notre objet d'étude.

Il est en effet possible pour un chercheur intégré dans le milieu qu'il étudie de proposer aux répondants une collaboration active de manière à pouvoir mesurer

des phénomènes qui échappent à leur conscience ou sur lesquelles ils n'ont qu'une information incomplète. Pour connaître les revenus des petits producteurs et juger de la place de la valeur dans la fixation des prix de vente des produits fabriqués, il nous fallait des comptes ou des bilans financiers qu'aucun des membres de notre échantillon n'effectue normalement.

Nous avons donc demandé aux petits producteurs de réaliser ces bilans financiers sur une période de deux mois, avec notre aide quotidienne et celle de notre interprète. Un certain nombre d'entre eux ont refusé, ne voyant dans cet exercice aucun avantage. L'acceptation des autres s'explique en partie par la curiosité pour un élément auquel le chercheur occidental, avec tout le prestige que ce titre lui confère, semble attacher de l'importance, et aussi par le simple désir de nous faire plaisir.

Il faut, nous semble-t-il, distinguer cette démarche de l'ethnocentrisme maintes fois condamné. Il y a une différence considérable entre l'introduction d'une action que les petits producteurs jugent soit inutile, soit trop complexe, bien qu'ils en comprennent le sens — c'est le cas du bilan financier — et l'utilisation de concepts dont la définition est tirée directement d'un cadre de référence occidentale et appliqués tels quels à un contexte dans lequel ils prennent un sens différent. Ainsi, les apprentis qui reçoivent irrégulièrement des compensations financières de la part de leur maître sont souvent assimilés à des salariés.

Dans le cas qui nous occupe, un bilan financier effectué en collaboration avec les petits producteurs devait nous renseigner sur le revenu d'activités particulières et sur les prix de vente des produits. Compte tenu des difficultés rencontrées : trouver des volontaires, introduire de la rigueur dans le processus, etc., on ne peut que s'étonner des données extrêmement précises concernant les revenus des individus obtenues à partir de simples questions posées au répondant.

Le taux élevé d'analphabétisme est, bien évidemment, un des obstacles majeurs au succès de ce travail. Il nécessite la présence quotidienne du chercheur ou de son interprète, qui doit effectuer, avec l'aide verbale du répondant, le bilan financier de chaque journée, et limite donc le nombre de cas pouvant être suivis.

Lorsque la question des revenus est introduite dans les questionnaires, les réponses amènent les chercheurs à classer les petits producteurs marchands parmi les couches urbaines les plus pauvres. Mais bien que ces revenus varient entre les diverses activités et au sein de chacune, la majorité des petits producteurs marchands ayant collaboré à notre recherche ont des revenus qui dépassent les salaires des ouvriers. Seuls les apprentis, les travailleurs saisonniers (*sourgas*) et autres aides ont des revenus nettement inférieurs. Il est vrai cependant que les petits producteurs marchands éprouvent de grandes difficultés à accumuler du capital. Cela s'explique principalement par leur rôle dans les multiples réseaux de redistribution et non pas spécifiquement par l'activité économique elle-même.

Bien entendu, cette conclusion ne peut être généralisée à l'ensemble des petits producteurs, notre échantillon n'étant pas probabiliste, mais elle semble confirmer ce qu'un contact étroit suggère : la tendance des répondants à minimiser leurs revenus lorsqu'on les interroge de manière directe (Charmes 1987).

Par ailleurs, se demander si la loi de la valeur intervient dans la fixation des prix des produits issus des activités étudiées, ce n'est pas plaquer un concept emprunté à un contexte étranger. En effet, la loi de la valeur n'est pas un construit conscient de la part des individus, mais bel et bien un produit du système économique. Une manière de répondre à cette interrogation consiste, pour de nombreux chercheurs, à considérer la pratique du marchandage comme la preuve que la définition des prix est empreinte d'une grande subjectivité. C'est ce que soutient en particulier un chercheur aussi estimé qu'Hugon (1977). Affirmer cela, c'est du même coup remettre en cause l'universalité de la loi de la valeur selon laquelle, dans tout échange marchand, le prix oscille autour de la quantité de travail incorporé dans la marchandise ou le service.

La collaboration active des petits producteurs marchands, qui nous ont autorisé à assister aux activités de marchandage et nous ont aidé à en dresser le bilan, nous a permis de découvrir le caractère plus social que réellement économique du marchandage. L'amplitude du prix de vente d'un objet donné varie peu d'un client à l'autre (à l'exception des touristes évidemment). Les écarts les plus importants correspondent à des périodes de crise pour le producteur qui est amené à se débarrasser de ses marchandises en les vendant en dessous du prix considéré normal.

On peut imaginer que dans des circonstances autres que celles que nous avons connues, la collaboration sollicitée auprès des individus aurait pu donner lieu à l'adoption de pratiques de gestion qui, théoriquement, pourraient aider les petits producteurs. Or, il convient de préciser que dès l'expérience terminée, les petits producteurs marchands ont cessé de tenir des comptes, jugeant cet exercice inutile, qu'ils aient ou non la compétence pour continuer de dresser eux-mêmes ces bilans. « Ce qui compte, disaient-ils, c'est ce que l'on a dans la poche. » Une réaction de ce type ne manque pas d'apporter des renseignements précieux sur la réception possible de programmes d'aide axés exclusivement sur l'enseignement de mécanismes de gestion ayant fait leurs preuves dans les entreprises capitalistes.

Le clientélisme

Le système de clientélisme consiste à s'associer avec des individus et des groupes qui ont un pouvoir de pression tel que les avantages politiques et économiques qu'ils sont capables d'acquérir profiteront à leurs alliés qui ont contribué, par leur soutien, à la lutte pour le pouvoir. En entrant dans la vie des petits producteurs marchands et de leur communauté, nous pénétrions en même temps dans leur stratégie de clientélisme et dans celle des autorités des quartiers.

Après que les craintes suscitées par notre venue furent quelque peu dissipées, on commença à considérer les avantages potentiels attachés à notre soutien. Une des conséquences d'une telle situation pour le chercheur est de se voir attribuer un statut élevé dans la communauté étudiée, ce qui présente des avantages indéniables. Nous avons pu assister à des réunions réservées aux autorités du quartier, et donc être présent lors de débats importants, ce qui contribua à accroître notre connaissance du milieu. Au fur et à mesure que celle-ci augmentait

et que nos questions en faisaient foi, des masques, devenus inutiles, tombaient, rendant notre recherche d'autant plus fructueuse.

Par contre, des problèmes délicats nous furent posés. Nous avons dû, par exemple, dans le QS, refuser de devenir président d'une association de maraîchers qui, selon les intéressés, ne pouvait voir le jour qu'avec un responsable situé en dehors des conflits divisant le quartier.

Lorsque notre installation dans le QS a revêtu une certaine permanence, la réaction des deux chefs rivaux fut d'essayer de nous rallier chacun à sa cause. Les sollicitations verbales étaient les plus faciles à repousser. Nous faisons valoir notre statut d'étranger et l'impartialité du chercheur. Mais il est des tactiques plus subtiles comme celle de nous inviter à prendre part à des manifestations, réunions, ou toute activité organisée par un chef à l'exclusion de l'autre. Notre position déclarée auprès des deux chefs fut d'assister aux événements touchant la vie de la communauté en refusant de prendre parti dans les luttes internes. Cette position dut être fréquemment réaffirmée, ce qui nous amène à dire que la vigilance du chercheur ne doit jamais se relâcher. Le choix de la neutralité, quant à lui, peut aussi être source de difficultés car il alimente souvent les soupçons de la communauté concernant le rôle réel du visiteur.

Nos visites régulières à plusieurs autorités politiques dakaroises furent rapidement connues des chefs des quartiers et interprétées dans un premier temps comme suspectes. Les mises au point verbales dissipèrent les craintes et, en même temps, confirmèrent à leurs yeux le statut élevé qu'ils nous avaient attribué. La suite logique était alors de nous demander de devenir le porte-parole de chaque communauté.

Les espoirs placés en nous, tout à fait irréalistes compte tenu de notre statut réel, ont fait l'objet de longues discussions avec les chefs des quartiers et les petits producteurs marchands. Nos refus et l'impuissance que nous affichions étaient souvent interprétés comme l'indice d'un objectif caché contraire aux intérêts des populations. De jeunes étudiants vivant dans les quartiers ont pu prêter main-forte à notre interprète et ainsi contribuer à convaincre les habitants de notre vraie position et des objectifs de notre présence. Les effets furent immédiats. Une partie des individus qui gravitaient autour de nous se sont rapidement écartés, soit du fait qu'ils gardaient leurs soupçons intacts, soit qu'ils avaient conclu à l'inutilité de la relation; nous avons pu cependant garder le contact avec les personnes étudiées, à peu d'exceptions près.

Il ressort de ce qui précède qu'un des problèmes essentiels que doit résoudre l'utilisateur de la méthode anthropologique dans l'étude des activités informelles est celui de la confiance mutuelle. Ce problème nous renvoie à celui du choix entre l'observation participante et l'observation désengagée.

Observation participante ou désengagée

La méthodologie anthropologique a toujours oscillé entre ces deux pôles. Comme il a été souligné plus haut, le désengagement, lorsqu'il est souhaité par le chercheur, est constamment remis en question par les stratégies des acteurs qu'il observe. Mais le chercheur peut avoir des raisons stratégiques personnelles pour

effectuer ce choix de technique. En effet, la décision de s'investir pleinement dans le milieu peut être motivée par le désir de connaître la situation à étudier non de l'extérieur, mais de l'intérieur. Le désir de faire l'expérience *de* la société naît du désir du chercheur d'avoir accès à des informations objectives et subjectives qui autrement lui échapperaient.

D'autres raisons peuvent influencer le choix d'une stratégie d'engagement. Depuis les années 60, on parle d'intervention, de recherche-action, de sociologie engagée ou de travail social, cela même lorsque le chercheur étudie une culture qui lui est étrangère. Les thèses portant sur l'objectivité dans la recherche la présentent comme un leurre. L'engagement ne serait pas alors une décision du chercheur, mais une donnée qu'il aurait tout intérêt à intégrer dans sa démarche. Il s'agit ni plus ni moins de faire vertu de la nécessité.

Par ailleurs, les réticences à l'engagement fondées sur le relativisme socio-culturel, le respect de la différence, etc., tendent à être écartées en partie par des systèmes de valeurs que l'Occident prône aujourd'hui comme universelles et qu'il tend à imposer à un monde de plus en plus intégré. Citons à titre d'exemple les droits de l'homme et l'idée que toute forme de discrimination est condamnable. Nous ne discuterons pas ici des buts et des moyens d'une telle politique ; disons simplement que le chercheur est de ce fait justifié dans son choix d'action militante, et que l'observation participante sous toutes ses formes devient un moyen d'agir sur le milieu étudié.

Dans le cas d'un Occidental faisant une étude en milieu urbain africain, il convient, selon nous, de se méfier des positions extrêmes. N'oublions pas que l'un des buts de notre recherche était de mieux connaître un milieu qui fut la cible de toutes sortes de programmes ou projets basés la plupart du temps sur les conclusions tirées de recherches hâtives. L'action mal informée peut être source de catastrophes. De ce point de vue, l'Afrique est fertile en exemples.

D'un côté, il est exact que le chercheur, par sa seule présence lorsqu'elle est déclarée et évidente, devient en quelque sorte un acteur à qui les membres de la communauté attribuent un statut, en général élevé. En ce sens, l'extériorité totale n'est qu'une illusion. Mais porter alors son choix sur l'engagement partisan, en particulier lorsque les situations sont conflictuelles comme ce fut le cas dans notre recherche, c'est souvent tomber dans une autre illusion : celle de pouvoir contrôler une situation qui échappera toujours en partie au chercheur.

Cette logique de l'engagement cache mal le mythe de l'homme blanc civilisateur et semble ignorer un point décisif : le chercheur reste et restera un étranger par sa « race », souvent sa langue, son éducation, ses valeurs, etc. Le statut élevé qu'il se verra attribuer par la communauté durant son séjour sera, non pas l'objet de son choix, mais principalement celui des membres influents qui l'intégreront *momentanément* dans leur stratégie de conquête d'avantages politiques et économiques. Il est fort douteux que l'immixtion du chercheur dans les conflits lui permette d'avoir accès à plus d'information dans la mesure où, tout en étant manipulé par ses alliés, il s'aliène une partie de la population.

Notre engagement répondait à la fois au désir d'être utile, même de façon modeste, et aussi d'atténuer les soupçons sur notre rôle. Par exemple, notre

venue dans le QM coïncida avec l'arrivée d'une lettre d'expulsion touchant une partie des artisans. La lettre émanait d'une banque qui, ayant acheté le terrain, désirait le libérer le plus vite possible. Cette coïncidence nous désignait naturellement comme responsable, ou du moins complice. Notre intervention consista à aller chercher auprès des autorités du ministère de l'Urbanisme un document certifiant que le délai imposé par la lettre serait prolongé, en accord avec la loi sénégalaise que la banque n'avait pas respectée.

Dans le QS, notre engagement prit un tour différent qui, malgré son aspect anodin, eut des conséquences importantes sur le climat de notre séjour dans le quartier. Nous avons en effet servi d'intermédiaire auprès du ministère de l'Urbanisme et de l'ambassade du Canada pour permettre la projection d'un film de l'Office National du Film canadien tourné dans le quartier deux ou trois ans plus tôt et que les habitants souhaitaient voir.

Mais l'engagement peut prendre une autre forme. Au cours des réunions de quartier où les habitants discutaient de leurs problèmes, nos interventions ont pu jouer en quelque sorte un rôle de catalyseur. Les questions que nous posions visaient à la fois à compléter nos informations et à amener nos interlocuteurs à formuler les problèmes concernant leur quartier, les activités économiques et, partant, à percevoir déjà certains éléments de solution. Les solutions avancées ne vont pas toujours dans le sens de la rationalité du chercheur, et il est tentant pour lui d'intervenir et de promouvoir les objectifs et les stratégies qu'il considère souhaitables. Si, par ses questions et dans les conversations, le chercheur peut introduire ses préoccupations, nous pensons que son rôle n'est pas d'imposer sa rationalité et ses valeurs.

Il est des situations où le refus de l'engagement militant nous paraît impératif : ce sont en particulier celles qui touchent à des pratiques culturelles en opposition avec l'éthique du chercheur. Si nous avons toujours été à l'aise pour exprimer notre façon de penser, nous nous sommes bien gardé de toute forme d'engagement visant à changer directement ou indirectement les situations culturelles contraires à notre éthique.

Comme nous le voyons, le choix entre l'observation participante ou désengagée ne peut être exclusif, hors contexte. Le chercheur sera parfois participant, parfois désengagé, mais toujours attentif au vécu des communautés et à la parole qui lui est offerte. Il doit se prémunir contre la tendance de nombreux experts à forcer leurs connaissances sur les communautés et les individus étudiés, au point de devenir sourds à leur parole et aveugles à leur vécu. C'est du même coup se priver des vecteurs privilégiés d'accès à la réalité du milieu et à la conscience des individus.

Il ne faudrait pas voir dans les affirmations qui précèdent la poursuite frustrée d'un idéal de neutralité impossible à atteindre. Les objectifs d'une recherche ne sont jamais neutres et c'est précisément en fonction de ces objectifs que s'effectueront les choix méthodologiques. Encore faut-il préciser ce que l'on entend par là.

Méthodes et choix politiques

La plupart des chercheurs s'accordent à reconnaître la place des valeurs dans la phase du choix d'un thème et dans la formulation des hypothèses ; mais rares sont ceux qui acceptent l'idée de liens entre ces valeurs et la méthode d'investigation. Cette dernière serait scientifique et donc neutre du fait que, quelles que soient les techniques mises en œuvre, elle doit satisfaire à un ensemble de règles du discours prévalant dans toutes les sciences.

Les études du secteur informel qui utilisent le grand questionnaire parviennent à des conclusions comparables en ce qui concerne la stratégie de développement de ce secteur. Il s'agit de promouvoir les activités les plus dynamiques, c'est-à-dire celles qui sont les plus articulées, ou susceptibles de l'être, au secteur capitaliste.

Par contre, les recherches effectuées par des méthodes plus anthropologiques aboutissent à des conclusions moins homogènes, bien que toutes recommandent une extrême prudence dans les actions dirigées vers des activités participant à un équilibre fragile et assurant la survie de larges fractions de la population selon des mécanismes complexes.

Pour comprendre les différences entre ces deux types d'études il faut, selon nous, lier des caractéristiques de la méthode sélectionnée aux choix politiques préalables. Cela, bien entendu, sans tomber dans un déterminisme simplificateur.

Les recherches basées sur le grand questionnaire portent presque exclusivement sur les aspects économiques des petites activités. Les concepts sont tirés de la statistique occidentale, ce qui est justifié par une interprétation de degré et non de nature des différences entre les situations urbaines africaines et occidentales. Les sciences économiques, qui se défendent d'être de plus en plus normatives, se réfugient dans des analyses toujours plus techniques. De ce fait, il serait légitime d'adopter la méthode dominante des recherches portant sur des secteurs économiques urbains dans les pays occidentaux. Cela prend tout son sens lorsqu'on se rappelle que ces études sont le plus souvent effectuées dans le cadre d'organisations internationales comme la Banque mondiale ou le BIT, qui ont pour objectif de promouvoir, par tous les moyens, l'expansion du capitalisme.

D'un point de vue méthodologique, le questionnaire isole le répondant et ses réponses du contexte social dont ils sont, au sens large, le produit. Dans le cas des études où les réponses à des questions parfois hyper-directives sont les seules sources de données, le chercheur est incapable de déterminer à la fois les rapports structurels qui conditionnent la réalité étudiée et les effets de ces rapports sur les énoncés mêmes du répondant. Ce dernier est un être social pris dans des rapports de pouvoir construits sur l'articulation des divers niveaux structurels de la réalité sociale. Il a donc des intérêts, une certaine conscience de la réalité et des stratégies qui ne manquent pas d'influencer ses réponses lors d'une rencontre ponctuelle avec une personne étrangère à sa communauté.

L'éclatement de la totalité, sa parcellarisation, font partie intégrante du questionnaire et de la méthode qui le sous-tend. Faire reposer la démonstration sur des moyennes et sur l'élaboration de corrélations suppose implicitement

l'indépendance des variables retenues entre elles ainsi que celle des valeurs prises par chacune. On comprend donc la tendance descriptive des études effectuées à l'aide d'un questionnaire.

Ces études contournent la difficulté d'évaluer l'impact des divers éléments structurels en faisant de l'économique une sphère autonome et du petit producteur marchand un capitaliste, dont l'esprit d'entreprise est frustré par les conditions dans lesquelles il opère. De ce fait, la structure sociale, que le questionnaire ne parvient pas à mettre au jour, disparaît de la problématique qui se résume à des considérations économiques plus facilement quantifiables et donc mieux adaptées à l'instrument de collecte des données.

Mais si cette démarche résoud, par élimination, le problème posé par l'analyse des effets structurels sur le secteur économique étudié, celui de leurs effets sur le répondant lui-même demeure entier. Il est évident que la quantification, en elle-même, ne constitue par un critère de fiabilité et que seule la fréquentation assidue et prolongée du milieu étudié permet d'introduire la dimension critique nécessaire pour évaluer la validité des données recueillies et celle de l'instrument de mesure.

Paradoxalement, la systématisation de la collecte des données par questionnaire remet parfois en question la validité des résultats. Ce souci de rigueur apparaît, par exemple, dans la formation rigide des équipes d'enquêteurs qui, une fois sur le terrain, ont bien des difficultés à respecter les consignes à cause des attitudes mêmes des répondants. Il apparaît aussi dans la construction de questionnaires lourds et conçus de manière à gommer le plus possible les « bruits » générés dans le rapport enquêteur-enquêté.

Dans les multiples rapports d'études sur le secteur informel des villes africaines, à aucun moment n'est soulevé le problème des non-réponses, comme si l'instrument lui-même rejetait tout ce qui n'entrait pas dans un ordre pré-établi. De plus, le parti pris d'exhaustivité et de représentativité formelle de l'échantillon tend à minimiser les problèmes réels qui rendent difficile la réalisation de cet objectif dans un contexte africain.

Mais le choix du questionnaire participe aussi d'une certaine stratégie. Sa rapidité à fournir des résultats généralisables à l'ensemble d'une population donnée le rend indispensable aux organisations internationales. Leur objectif est, en effet, de convaincre l'État de mettre en œuvre, dans une action prompte et résolue, des recommandations fondées sur des données devant être perçues comme les résultats d'une recherche scientifique. Le questionnaire, encore considéré comme l'instrument scientifique par excellence, répond parfaitement à ces exigences. Son pouvoir persuasif reste considérable dans la mesure, bien entendu, où les recommandations ne remettent pas en cause la structure du pouvoir.

Notre choix d'une méthode anthropologique fut aussi motivé par des objectifs théoriques et politiques. Nous ne reviendrons pas sur les dimensions théoriques : elles étaient à la fois un point de départ et un aboutissement. Mais au-delà de l'aspect théorique qui en est la base, notre recherche s'inscrit dans un débat de nature politique autour de deux conceptions divergentes du dévelop-

pement. Ce dernier, quelle que soit sa définition, s'inscrit nécessairement dans un projet de société et le débat qu'il suscite ne peut que dépasser le simple constat de ce qui est pour entrer dans la problématique éminemment politique de ce qui devrait être.

Au développement conçu comme l'expansion tous azimuts du capitalisme orchestrée par les États avec le soutien des organisations internationales, nous préférons la conception plus large qui, ne se limitant pas à l'économie, intègre tous les aspects de la vie des individus dans une société donnée. Le fait de prendre comme point focal les activités du secteur informel n'est qu'une façon particulière d'aborder la problématique du développement et indirectement d'entrer dans le débat.

Dans quelle mesure et de quelle manière la méthode anthropologique correspond-elle à cet objectif d'ordre général ? Si elle est ambitieuse dans son objectif de resituer la réalité concrète des structures, cette méthode reste modeste dans son appareillage technique dont la flexibilité permet au chercheur de « faire flèche de tout bois ». Tout devient digne d'intérêt. Cette méthode réhabilite une conception de l'artisan intellectuel dans toute sa simplicité. Le refus de répondre, par exemple, devient significatif et potentiellement fructueux en devenant objet de questionnement. Les difficultés d'obtenir des informations auprès de certains individus et les raisons de ces difficultés entretiennent un doute salutaire chez le chercheur. Ce doute concerne en particulier les informations dont la facilité d'accès peut être source d'illusion.

Les allers retours successifs permis par la méthode, le contact direct et prolongé avec le milieu et les liens que le chercheur établit constamment entre le vécu et la théorie forment la base sur laquelle sera reconstituée une totalité sans cesse perçue comme inachevée et indéterminée. Les liens établis par le chercheur entre les phénomènes observés deviennent autant d'hypothèses partielles mises à l'épreuve du construit théorique et de l'évolution de la réalité. Tout cela s'effectue dans un mouvement de boule de neige qui permet, en même temps, d'évaluer la justesse des acquis.

Ainsi devient possible la mise au jour des forces dominantes agissant aux divers paliers de la réalité sociale. Ce n'est qu'à cette condition qu'une distinction est possible entre la réalité et sa perception dans les communautés étudiées. Cette distinction est à notre sens décisive pour comprendre les mécanismes profonds sous-tendant une situation sociale prise en tant que totalité et échappant ainsi à toute forme de réductionnisme. À cause de l'unité créée par des objectifs et une méthode spécifiques, une telle recherche ne peut aboutir qu'à des conclusions contraires à celles des recherches ayant un parti pris économiste.

Si ce travail théorique participe, au niveau le plus général, à un acte politique du chercheur, il a aussi des effets politiques plus directs dans le temps même de la recherche. Nous en avons déjà souligné certains traits.

Le travail de découverte du chercheur qui se nourrit de tout ce qui fait le vécu des individus et des communautés produit nécessairement des effets sur le milieu étudié. Le chercheur n'est pas le seul à faire le cheminement de la compréhension du social. Les questions qu'il pose, les conversations et débats auxquels elles

donnent lieu, contribuent à aiguïser la conscience de tous les participants. Ce cheminement s'effectue parallèlement à celui du chercheur qui, au fur et à mesure que sa connaissance du milieu grandit, intervient de manière plus précise dans les conversations, entraînant ainsi ses interlocuteurs dans sa dynamique intellectuelle. Ce processus est inhérent à la méthode anthropologique et a parfois pour effet singulier de transformer la perception qu'avaient les individus de leur propre situation avant la venue du chercheur.

Cette caractéristique de la méthode doit, rappelons-le, susciter la prudence du chercheur. Cette prudence n'est en rien le signe d'un choix de neutralité ou de démission. En limitant son rôle à celui de catalyseur, le chercheur essaye plutôt de créer, dans le respect de la culture des autres, un cadre, une occasion, où des individus seuls ou en groupe sont amenés à réfléchir sur leur expérience vécue et sur la perception qu'ils en ont. Ce travail est riche d'informations pour le chercheur, mais contraint en même temps les populations étudiées à formuler et à construire leur développement. Certes, celui-ci relève encore de l'utopie, mais l'histoire a démontré suffisamment la force des utopies.

Conclusion

Le point de départ d'une pratique de recherche scientifique ne se trouve ni dans la seule théorie ni dans la méthode prise comme entité isolée. Nous pensons que le confinement des questions de méthode dans des ouvrages spécialisés a contribué grandement à créer l'illusion d'une pure technologie méthodologique. D'un autre côté, les considérations méthodologiques concernant les recherches de terrain dans le domaine qui nous occupe ici sont le plus souvent absentes des rapports écrits, ce qui tend à renforcer la dichotomie théorie-méthode.

Selon nous, l'aspect scientifique de la recherche réside dans l'adéquation entre une théorie, une méthode et les caractéristiques culturelles du milieu étudié. En ce sens, l'aspect scientifique touche à l'unité des éléments composant les fondements de la recherche. Ainsi, la critique que nous faisons de l'utilisation du questionnaire pour l'étude du secteur informel urbain africain ne doit pas être interprétée comme le procès de la méthode empirique ou celui des méthodes quantitatives. Nous ne nous plaçons pas au niveau de principes purement méthodologiques. Il est des études où le choix d'un questionnaire peut se justifier, mais en fonction d'un milieu donné et d'un objet construit à partir d'une théorie particulière.

Si la recherche proprement dite porte sur le secteur informel de Dakar, le débat qu'elle amorce s'inscrit dans une problématique beaucoup plus large, celle du passage d'une situation de sous-développement à un développement possible. Il est incontestable que le choix de la méthode sera conditionné par une conception du développement combinant des éléments théoriques et politiques. La méthode anthropologique nous semble la mieux adaptée pour effectuer ce travail du fait qu'elle renvoie, à l'inverse du questionnaire, aux notions de totalité et de structure sur lesquelles doit se fonder le développement de manière à échapper à toute forme de réductionnisme.

Mais elle a ses exigences. Les recherches par questionnaire prétendent opérer selon un processus inductif, en dehors de toute théorie, et concluent sur une théorie partielle implicite du secteur informel qui sert de base aux recommandations. Les recherches sur le secteur informel à partir de la méthode anthropologique doivent, au contraire, avoir recours à une théorie de la formation sociale. C'est celle de l'articulation des modes de production qui nous paraît la plus fructueuse.

La recherche n'est pas seulement la mise à plat de la réalité structurelle du moment. Elle se veut aussi porteuse d'un projet. Les liens entre les dimensions théoriques et politiques deviennent décisifs et renvoient directement à une conception générale du développement. Celle-ci peut être fondée sur une logique et des mécanismes issus de l'extérieur du milieu étudié et porter sur les seules dimensions économiques. L'État, dans ce cas, n'a qu'un rôle instrumental. C'est la vision sous-tendant les recherches parrainées par les organisations internationales. Le grand questionnaire est alors justifié par une approche économiste qui uniformise les processus de développement et en fait un phénomène évolutif.

Nous critiquons cette conception et optons pour un développement défini comme un processus dynamique par lequel les communautés font la reconquête du contrôle de leur vécu au sens le plus large (économique, idéologique et politique). Cette vision s'oppose radicalement à l'idée d'un développement exogène. Nous avons tenté de montrer que la méthode anthropologique est la mieux adaptée à cette conception du développement.

Cette méthode doit répondre à deux objectifs, l'un touchant l'interprétation et l'autre l'action. L'interprétation du chercheur porte sur l'expérience et le discours des individus et des communautés en tant qu'effets de la configuration objective des instances qui forment les modes de production articulés. L'action réfère d'abord aux communautés et individus étudiés. Elle possède aussi une dimension interprétative, celle qu'ont les acteurs de leur propre vécu, et une dimension action, contenue dans leurs projets. À ce titre, la parole est un moyen privilégié de connaissance. Elle est l'expression d'une idéologie influencée par les forces dominantes de la formation sociale dans son ensemble et de celles du milieu urbain en particulier, et d'un projet de société par lequel les individus et les communautés reprendraient en main leur propre devenir. Ce projet prend souvent une forme utopique non intégrée. L'action se situera entre le désir et la nécessité et le dosage de l'une et de l'autre devra être déterminé par les conjonctures particulières.

Mais l'action a une autre dimension, celle de l'acte de recherche lui-même. La nature de cet acte dépend à la fois de la culture, de la nature du milieu et du rôle que s'est fixé le chercheur. Il s'agissait dans notre recherche de mettre en pratique une méthodologie anthropologique qui, par ses mécanismes inhérents et du fait que le chercheur n'est pas neutre, devient un instrument de conscientisation. Rappelons qu'il n'est ni inévitable ni souhaitable que les rencontres deviennent le lieu de la simple projection des a priori du chercheur. La recherche devient le moment où les individus seuls ou en groupe structurent leur pensée, la précisent et l'articulent à partir de leur réflexion dynamisée par les interventions du chercheur.

Cela, évidemment, ne doit pas nous conduire à sous-estimer les problèmes de la recherche, dus à la fois aux éléments culturels et à la situation irrégulière des milieux et des activités étudiés. Mais il nous semble que la méthode anthropologique est la seule qui puisse contrôler ces difficultés.

Chaque chercheur doit fixer les limites de sa recherche. Parfois, elles sont lourdes de conséquences. Nous avons limité la nôtre au milieu urbain et, de ce fait, nous avons négligé les multiples réseaux sociaux, religieux, économiques et politiques dans lesquels les petits producteurs marchands sont intégrés. Une telle étude, qui relierait le milieu urbain au monde rural, trouverait un atout essentiel dans la flexibilité de la méthode anthropologique.

Références

- ARCHAMBAULT E. et X. Greffe
1984 *Les économies non officielles*. Paris : La Découverte.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)
1975 *Emploi, revenus et égalité : stratégie pour accroître l'emploi productif au Kenya*. Genève : BIT.
- CHARMES J.
1987 « Débat actuel sur le secteur informel », *Revue Tiers Monde*, XXVIII, 12 : 855-875.
- HART K.
1973 « Informal income opportunities and urban employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies*, II.1 : 61-89.
- HUGON P., N.L. Abadie et A. Morice
1977 *La petite production marchande et l'emploi dans le secteur « informel » : le cas africain*. Paris : IEDES.
- LABATUT J.M.
La petite production marchande dakaroise et le développement : situation actuelle et perspectives. (À paraître.)
- LACHAUD J.P.
1982 *Le secteur informel à Abengourou, République de Côte d'Ivoire : analyse et programme d'action*. Bordeaux : Université de Bordeaux I.
- LEWIS W.A.
1954 « Economic development with unlimited supplies of labour », *Manchester School Economic Social Studies*, May : 139-191.
- TAYLOR G.T.
1979 *From Modernization to Modes of Production*. New Jersey : Humanities Press.
- VAN DIJK M.P.
1983 *Le secteur informel de Ouagadougou et de Dakar*. Amsterdam : Université libre (polycopié).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

La méthode anthropologique et la petite production marchande en Afrique

À partir d'une étude du secteur économique informel de Dakar, l'auteur s'interroge sur les difficultés que soulève l'utilisation en milieu urbain de la méthode anthropologique née dans les villages. Il montre l'exigence d'une théorie préalable servant de base à une analyse structurelle indispensable. Il présente, en puisant dans son expérience de terrain, certaines des possibilités offertes par cette méthode ainsi que certains des problèmes qu'elle suscite. Chacun de ces points se construit sur la critique de l'utilisation quasi généralisée du grand questionnaire par les organisations internationales et sur celle des études descriptives qui en résultent. Cette argumentation déborde nécessairement le cadre d'un débat purement méthodologique et l'auteur montre comment les dimensions théoriques, culturelles et politiques participent à plein titre à la construction d'une recherche scientifique portant sur les activités de la petite production marchande urbaine africaine.

Anthropological Methods and Petty Commodity Production Activities in Africa

Using a study of the informal sector in Dakar, the author examines the difficulties linked to the use, in an urban setting, of anthropological methods developed in the study of villages. He argues that a structural analysis is indispensable, and must begin with a theoretical framework. Examples taken from the author's experience illustrate some of the possibilities, as well as some of the problems, which arise from this method of research. The argument is built on a critique of the generalized use of questionnaires in research carried out on behalf of international organizations, and the resulting descriptive studies. This argument goes beyond the limits of a purely methodological debate, showing the theoretical, cultural and political dimensions which affect the design of a scientific study of petty commodity production activities in urban Africa.

*Jean-Michel Labatut
Département de sociologie
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario)
Canada K1N 6N5*